

Préfecture  
Secrétariat Général  
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales  
Bureau du droit de l'environnement  
n° 2014002-0001

## **Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la mise à jour de la situation administrative et réglementaire du site de Gersycoop à Fleurance « Gare »**

**Le Préfet du Gers**

- VU** le titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le titre 1er du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R. 513-1 relatif au fonctionnement des installations au bénéfice des droits acquis ;
- VU** le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment pour la rubrique n° 2160 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU** la circulaire du 13 mars 2007 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 06 avril 2001, autorisant la coopérative GERSYCOOP, à exploiter à FLEURANCE, à la " GARE ", des silos de stockage de céréales pour une capacité maximale de 17 222 m<sup>3</sup> ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 novembre 2010 sévérant les prescriptions, le site étant classé Silo à Enjeux Très Important (S.E.T.I) ;
- VU** le courrier de l'exploitant en date du 24 octobre 2013, se positionnant vis à vis de la modification de la nomenclature des installations classées concernant la rubrique n° 2160 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 05 novembre 2013, proposant la mise à jour de la situation administrative de l'établissement ;
- CONSIDERANT** que la coopérative GERSYCOOP s'est positionnée par courrier en date du 24 octobre 2013 sur la modification de la nomenclature des installations classées concernant la rubrique n° 2160 ;
- CONSIDERANT** que la modification de la rubrique n° 2160 entraîne une différenciation entre les silos plats des silos verticaux ;

**CONSIDERANT** que suite à ces modifications le tableau de classement des activités exploitées sur le site de FLEURANCE « GARE » doit être modifié ;

**CONSIDERANT** que le présent arrêté complémentaire ne modifie pas les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2010, et que par conséquent il n'est pas nécessaire de le soumettre à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis dans le délai de quinze jours qui lui était imparti ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1 - Descriptif des produits autorisés et des volumes :

La coopérative GERSYCOOP dont le siège social est situé Boulevard des Pyrénées, 32 300 MIRANDE, est autorisée à exploiter, une installation de stockage et de séchage de céréales sur le territoire de la commune de FLEURANCE au lieu dit « gare ».

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 novembre 2010 est abrogé et remplacé par le tableau de classement des installations et activités exercées sur le site suivant :

Désignation de la rubrique	Rubrique	Capacité maximale	Régime
<b>ACTIVITES SOUMISE A AUTORISATION</b>			
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2 Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	2160-2-a	17 222 m <sup>3</sup>	A
<b>ACTIVITES SOUMISES A DECLARATION</b>			
Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	1412-2-b	12 t	DC
<b>ACTIVITES NON CLASSEES</b>			
Combustion, lorsque l'installation consomme seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, etc...	2910-A	1,6 MW	NC
Broyage, concassage, criblage,... nettoyage, tamisage, blutage, mélange,...des substances végétales et tous les produits organiques naturels : Si la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est inférieure à 100 kW	2260	11 kW	NC

A = Autorisation ; D = Déclaration ; NC = Non classé

Les prescriptions édictées par des actes antérieurs restent applicables y compris celles fixées par les arrêtés ministériels.

## **Article 2 :**

Un avis relatif à la présente autorisation est inséré par les soins du préfet du Gers, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Fleurance pendant une durée minimum d'un mois par les soins du maire et, en permanence, de façon visible dans l'installation par l'exploitant.

## **Article 3 : Délais et voie de recours**

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## **Article 4 : Exécutions**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de Condom, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Maire de Fleurance.

Fait à Auch, le - 2 JAN 2014

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING

